

ABS total

Ok, du coup pour commencer ce courrier, on peut décrire les principaux services proposés dans cet éblacement et dans vos différentes antennes. Est-ce que fait un peu ABS de manière générale ? Alors ABS, pour reprendre depuis le départ, c'est une fondation privée qui a ouvert son premier centre d'accueil en 99, donc il y a déjà plus de 25 ans de ça. Au départ, c'était vraiment l'objectif, enfin ça s'est construit autour d'un lieu qui s'appelle Le Passage, qui est au Vallon, qui existe toujours, qui est vraiment construit comme un lieu d'accueil à basseuil, d'abord pour un public très large, précarité au sens large, et puis en 2004, le mandat s'est recentré sur les personnes avec une consommation problématique.

C'est sûr que le lieu d'accueil accueille à peu près 200 personnes, avec deux intervenants par jour, avec un mélange de public, qui fait que très souvent, c'est les personnes consommatrices qui s'auto-excluent des structures quand il y a un trop grand mélange de public. Du coup, depuis 2004, on a ce mandat de faire vraiment des prestations de réduction des risques, donc c'est vraiment dans la politique des quatre piliers. N'hésitez pas à me dire si vous connaissez ou si vous ne connaissez pas, ou je détaille.

Donc vraiment ce pilier-là. C'est en Suisse romande, à Genève, où c'est à peu près dans les mêmes années que d'autres structures se sont mises en place. C'est vraiment lié aux scènes ouvertes des années 90 à Zurich, à Berne.

La création de ce pilier réduction des risques, avec aussi une politique en Suisse allemande de renvoyer finalement dans les cantons d'où venaient les gens, les personnes qui avaient un peu migré sur Berne et Zurich, puis qui étaient dans l'espace public, au Letton notamment. Donc il y avait un peu cette volonté de renvoyer les consommateurs dans leurs communes d'origine, ou en tout cas dans les cantons romands. Il y a une partie des romans qui sont retournés à Lausanne, à Genève, plutôt dans les grandes villes, plutôt dans les centres urbains, et puis avec des problèmes d'espace public.

Donc un début de réflexion sur qu'est-ce qu'on fait de ces phénomènes d'espace public et des besoins de santé publique, parce que c'est toujours à cheval entre ces deux aspects. Quels sont leurs besoins et quels sont les besoins finalement des habitants tout autour, pour être moins confrontés à ces problématiques. On parlait surtout d'injecteurs d'héroïne à l'époque, avec des problèmes de seringues dans l'espace public, d'injections dans l'espace public, etc.

Donc ce lieu a été créé comme un lieu d'accueil à basseuil d'accès. Sur le principe, ça reste illégal de consommer des produits. Donc l'objectif, c'est de pouvoir abaisser l'ensemble des freins à l'accès aux prestations de soins, parce qu'on travaille beaucoup avec des gens qui ont de la peine à fréquenter les structures de soins traditionnelles, ne serait-ce que les urgences, pour un ensemble de raisons.

Et puis l'ensemble de ces freins sont réfléchis pour essayer de proposer... Donc on parle vraiment de basseuil d'accessibilité. Je ne sais pas si vous imaginez aller à l'hôpital. Il y a un ensemble de freins, alors ça peut être des freins architecturaux, mais souvent c'est des freins relationnels, des freins en lien avec le parcours de vie des personnes.

Et puis le but, c'est de réduire ces freins-là. La question de garantir l'anonymat, elle est au centre de ces enjeux-là. Ça reste illégal de consommer certains produits psychotropes, donc il y avait vraiment cet enjeu de pouvoir garantir l'anonymat, de pouvoir avoir des contraintes administratives aussi minimales.

C'est vrai que si vous allez vous faire repérer aux chuves, il y a très souvent, il faut pouvoir prendre un rendez-vous à l'avance, il faut pouvoir se présenter au rendez-vous à la bonne heure. Pour des personnes qui sont déstructurées des fois dans le temps, c'est compliqué. Suivant l'heure du rendez-vous, c'est quasiment impossible.

Puis après, il faut répondre, il faut souvent avoir une carte d'identité ou une carte en tout cas d'assurance maladie pour faciliter l'accès aux soins. Il faut remplir un questionnaire qui est souvent très long, où on vous pose d'ailleurs souvent la question, est-ce que vous consommez des drogues ? Alors que vous allez vous faire repérer, je ne sais pas, d'un ongle incarné. Donc il y a des enjeux de ce type-là qu'on essaye de réduire et c'est ça qu'on appelle basseuil d'accessibilité.

Ça peut être simplement de pouvoir fréquenter une prestation de soins accompagnée de son animal, son chien. On parle d'aspects administratifs, d'aspects environnementaux, ça doit être proche aussi des lieux dans lesquels il passe du temps, donc proche des espaces publics, proche des zones de deal forcément, pour que ça puisse être accessible. Donc il y a cet enjeu-là, puis autour de ce lieu qui s'appelle le Valon, le pilier s'appelle réduction des risques et aide à la survie.

Donc il y a un ensemble de prestations d'accueil et d'aide à la survie. Aide à la survie, c'est alimentaire par exemple, accéder à des repas, déjeuner, dîner, des douches, des habits de seconde main, une machine à laver, donc vraiment des éléments de premier recours. Il y a vraiment des besoins urgents de ce côté-là, au terme d'hygiène.

Et pour des gens, c'est à peu près 30% de personnes qui n'ont pas de logement, à peu près 60% qui n'ont pas de logement fixe ou stable, mais qui vont dormir chez quelqu'un ou en sous-location de sous-location ou dans un garage, mais qui ne sont pas en rue, mais qui sont dans des logements très précaires. Et puis ces prestations, elles sont accompagnées de prestations sociales et de prestations de soins. Donc on a une équipe à peu près composée de moitié-moitié, infirmiers, infirmières, et travailleurs sociaux, travailleurs sociaux.

Puis l'objectif, c'est aussi de pouvoir prendre du temps avec les personnes pour accompagner les démarches, les besoins, les demandes en termes d'accès aux soins ou d'accès aux prestations sociales. Donc on peut parler d'hébergement, de désendettement, de choses comme ça. Au niveau social, comme on fait de la bobologie, des petits pansements, des évaluations de santé, des fois des suivis de plaies pour des gens qui sortent de l'hôpital.

Donc on est plutôt sur des soins de premier recours. Le but, ce n'est pas de remplacer le réseau existant. Donc ça, c'est pour le lieu du passage.

Et puis à ce passage, finalement, qui est le lieu central, il y a différentes choses qui sont venues se rajouter avec le temps, notamment la terrasse qui était le premier espace de consommation lausannois où on acceptait la consommation d'alcool de manière à pouvoir réduire les risques. Ça se fait toujours de manière très pragmatique. On peut se dire, l'alcool, c'est légal, ils pourraient aller le boire au PMU du coin, comme la majorité des gens.

Le truc, c'est qu'ils sont pour la plupart exclus des restaurants, des bistrots. Ils n'ont pas forcément les moyens non plus financiers d'aller se payer leurs bières. Donc ils vont acheter des bières pas chères.

Ils vont les boire en rue, souvent rapidement. Puis le fait de ne pas accepter ça dans les établissements d'accueil. Ça faisait que très souvent, ils s'alcoolisaient aussi beaucoup plus rapidement avant de rentrer dans la structure pour se mettre au chaud et avec des problèmes d'espace public, avec des problèmes d'alcoolisation plus importants.

Et puis ce qu'on observait souvent, c'est qu'on travaillait avec des polyconsommateurs et qu'à peu près 95% consomment en partie de l'alcool. Et puis que cet alcool, il potentialise beaucoup les autres produits. Mais comme c'est un produit légal qui est ancré dans la consommation et dans les habitudes, on en parlait extrêmement peu dans les structures d'accueil.

D'où ce projet-là d'accepter la consommation d'alcool pour pouvoir mieux intégrer ça dans nos pratiques de réduction des risques. Et puis il y a le Distribus qui s'est mis en place à peu près en même temps, en 2005, qui était un bus d'échange qui était juste à la Ripon, qui a fini avec l'ouverture de l'antenne, vu que ça couvrait à peu près les mêmes plages horaires. Et puis l'objectif, c'était d'être au plus proche de où sont les personnes précarisées, les zones de deal, pour favoriser l'accès à du matériel de consommation propre.

Et vous avez parlé du coup de la capacité de celui de 200 personnes par jour. Est-ce que vous avez aussi le nombre de personnel qu'il y a du coup chaque jour ? Et qu'est-ce qu'ils font à peu près chaque jour ? Alors ici, on a les deux lieux. Au passage, il y a vraiment l'espace de consommation qui est venu se mettre en 2018 à l'intérieur de la structure.

Donc il fonctionne comme une des prestations. On accueille à peu près 120 personnes en moyenne par jour. 120 personnes différentes, avec un ensemble de prestations, des prestations de petits jobs aussi.

Puis on a 8 personnes qui encadrent la journée. C'est pareil entre les personnes du domaine médical et du domaine social ? Voilà, plutôt social et infirmiers, infirmières. Ça permet de couvrir des horaires de 9h30 à 17h30, 365 jours dans l'année.

Mais il y a aussi des activités de petits jobs sur l'extérieur, comme des tournées de ramassage, des déchets de consommation dans l'espace public, des choses comme ça. Ici, on est plutôt axé sur la consommation. Donc on a moins un lieu de vie.

À côté, je vous montrerai un peu la structure. Moins un lieu de vie, c'est vraiment un lieu de repos pour les personnes qui ont consommé, pour éviter aussi qu'elles ressortent en rue

directement après. Notamment avec la cocaïne, on sait qu'il y a pas mal de parano, pas mal d'angoisse.

Donc de pouvoir avoir un lieu un peu hypo-stimulant, où on peut s'installer après la consommation, ça t'importe. Donc ici, c'est 5 personnes qui gèrent l'encadrement sur la journée. Donc il y a 2 personnes qui vont gérer l'espace de consommation à proprement parler, et puis 3 personnes qui vont gérer la partie accueil et l'espace chill-out ou de repos, on l'appelle.

Et puis on a gens d'accueil et de sécurité. Et puis vous avez des activités quotidiennes que vous proposez ici. On voit l'espace de consommation, il y a des petits jobs, il y a des espaces de détente, j'imagine, de repos.

Alors ici, à l'antenne, il y a l'espace de consommation, il y a une prestation d'échange de matériel. Ça permet aussi aux gens qui consomment chez eux ou qui ont un réseau de venir juste chercher du matériel pour une consommation de nuit, par exemple, et qu'on ait fermé. Donc on a ces 2 prestations-là.

Et puis il y a l'espace de repos, effectivement, qui permet aux gens de s'installer, de passer un temps, de vivre aussi les effets de la consommation dans un contexte moins angoissant que l'extérieur. On a des petits jobs ici, mais peu, mais quelques petits jobs, notamment des petits jobs en partenariat avec le quartier. Mais c'est beaucoup plus développé au Valon.

Au Valon, c'est vraiment un lieu de vie, le passage, l'espace d'accueil. Il y a la possibilité de consommer avec l'espace de consommation, mais ça a plus une fonction vraiment de lieu de vie où les gens peuvent venir passer l'ensemble de leur journée, faire des petits jobs, comme faire la cuisine, par exemple. Il y a les repas, il y a nettoyer les tables, sortir les poubelles, faire des jeux.

Il y a différentes activités qui sont proposées. C'est un peu différent qu'ici où on gère plus l'urgence de la consommation dans la proximité. Et du coup, les consommateurs peuvent aller entre les deux lieux ? Les deux lieux, oui.

Ça se veut complémentaire en termes de prestations. Ils le disent eux-mêmes, il y a un côté un peu mis au vert d'aller jusqu'au Valon, parce que c'est à 500 mètres à peu près à vol d'oiseau, mais c'est un peu forestier, le quartier du Valon, je ne sais pas si vous connaissez, en habitant le tunnel. Et ça fait quand même une distance.

Et ce qu'on constatait à la fin des trois ans de projet pilote, c'est que pour une grande majorité, ça répond bien aux besoins. Ça a même beaucoup d'avantages d'être lié. Ce n'est pas le cas de beaucoup d'espaces de consommation, mais d'avoir vraiment un lieu d'accueil rattaché à un espace de consommation, c'est souvent perçu positivement.

On va pouvoir les encourager à manger, à se doucher, etc. Par contre, pour une partie des gens, rien que la distance, ça peut être un frein à l'accès, comme on parlait avant des freins à l'accès. Et notamment avec l'augmentation de la consommation de cocaïne, on a des gens qui sont beaucoup plus dans des boucles courtes entre l'achat du produit, le moment où ils

vont consommer dans des conso très compulsives, et avec vraiment une difficulté à se rendre au Valon.

Ce qu'on observe depuis six mois, depuis l'ouverture ici, c'est que sur à peu près 900 personnes inscrites, qui ont utilisé les espaces de consommation, il y en a à peu près 400 qui ont utilisé uniquement l'antenne, donc qui n'utilisent pas du tout le Valon. À peu près 400 qui ont utilisé les deux espaces de manière indifférenciée, et puis une centaine, un peu plus de 100, qui ont utilisé uniquement le Valon. Ok, ok.

Et ça, si vous ne pouvez pas me le donner ou le fournir plus tard, est-ce que vous aurez des statistiques un peu animisées sur les démographies des utilisateurs, âge, genre, type de condition, nationalité ? Alors ça, nous on prend un minimum d'informations, alors actuellement on est en complète, mais on prend effectivement un pseudo, ils nous donnent un pseudo, c'est anonymisé, ça en général on ne les transmet pas, par contre après on a lié comme données, on a l'âge, on a le genre, comme femme ou non binaire, on a l'origine, qui nous donne assez peu d'informations finalement, l'origine des gens, ça peut être une personne issue, qui vient du Cap-Vert mais qui a vécu 15 ans à Lausanne, donc ça ne nous donne pas beaucoup d'informations, et puis après on prend l'information, où est-ce qu'ils ont passé les 30 dernières nuits, parce qu'effectivement leur demander dans quelle ville ils sont inscrits, ça a assez peu de sens, dans le sens où il y a beaucoup de gens qui sont sur Lausanne, et même de manière irrégulière, et puis comme je vous le disais avant, on travaille avec des gens aussi qui sont sans domicile fixe, donc qui peuvent être attachés à une commune au canton de Fribourg, et puis en fait ça fait 4 ou 5 ans qu'ils sont sur Lausanne concrètement, par contre on demande les 30 derniers jours, où est-ce qu'ils ont passé majoritairement leur temps, et puis du coup on a une majorité, c'est à peu près 60% de Lausannois, qui ont un code postal qui commence par 10, donc Lausanne et Grand Lausanne, à peu près 30% de personnes qui viennent du reste du canton, et puis c'est un petit pourcentage qui vient des cantons limites, enfin Valais, on a très peu de gens qui viennent hors de la Suisse, donc qui seraient des frontaliers français ou allemands ou italiens. C'est une question que j'ai eue au Kenhof à Genève, où il y avait une très grande proportion de français qui venaient juste pour la structure à Genève, parce qu'en France ce genre de structure n'existe pas. Après nous ce qu'on observe c'est que les gens viennent très rarement pour la structure, par contre on pose ces questions, comme il y a des enjeux politiques aussi autour de l'accueil universel, il y a vraiment cet enjeu de pouvoir accueillir les gens qui sont sur Lausanne, et qui consomment sur Lausanne, sinon on se retrouve effectivement avec des personnes qui ont accès et d'autres pas à discriminer les gens en fonction de leur provenance, puis on reste une prestation de santé publique et de soins, et pour nous ce n'est pas concevable de discriminer les gens en fonction d'où ils viennent.

Après ce qu'on observe c'est qu'on a personne qui vient pour l'espace de consommation, on a des gens qui viennent sur Lausanne, alors je pense par exemple aux Valaisans, aux Iverdonnois qui viennent sur Lausanne pour acheter du produit, voir des amis, et puis pour un ensemble d'offres culturelles, parce qu'on ne travaille pas qu'avec des gens non plus totalement précarisés, mais il y a aussi des gens qui viennent pour le travail, qui ont des jobs temporaires de trois jours sur Lausanne, qui sont dans des consommations actives et qui vont utiliser l'espace de consommation. Est-ce que c'est la durée moyenne de séjour ou d'utilisation de l'espace de consommation ? Est-ce qu'il y a des gens qui restent deux

semaines et qui disparaissent plusieurs années ? Ce qu'on voit surtout c'est qu'une grande majorité des consommations sont faites par un petit nombre de personnes, ça représente une cinquantaine de personnes sur la file active, je pourrais vous donner des chiffres précis, mais c'est vrai que la majorité, c'est ce qui ressortait déjà de l'évaluation d'UniSanté du Valon, c'est que la majorité des consommations sont faites par un petit groupe de personnes qui sont dans des consommations très compulsives ou dans des situations vraiment de précarité, qui vont passer beaucoup de temps, et ça c'est de plus en plus vrai avec la cocaïne, on a de plus en plus de profils de gens qui viennent une fois, deux fois, trois fois, qu'on ne revoit plus du tout, qui sont occasionnellement sur Lausanne, pour les raisons que je mentionnais avant, travail, amis, achats de produits, donc ils viennent temporairement et qui vont utiliser la structure sur le moment où ils sont à Lausanne, et puis des personnes, surtout avec la cocaïne, qui vont l'utiliser plusieurs fois pendant trois, quatre jours de suite, et qu'on ne reverra plus après pendant tout un temps, voire même plus du tout après. Et ça avec la cocaïne et ses consommations très compulsives, on est beaucoup dans ces profils-là, des personnes qui vont venir trois, quatre jours de suite, l'utiliser de manière intensive et qu'on ne reverra plus forcément par la suite.

Donc il y a un peu un changement de tendance pour l'utilisation des drogues ? Alors ça on l'observe clairement, c'est vrai que dans les centres d'accueil c'est un paradigme un peu différent, on a beaucoup plus des gens qui viennent chercher des prestations que de bénéficier d'un lieu de socialisation, même s'ils en bénéficient aussi. Il y avait une recherche dans les années 2000, avec cette génération aussi de personnes qui consommaient plutôt de l'héroïne en injection, il y avait une recherche de lien social vraiment, de défense des droits des personnes consommatrices, d'être partie prenante de la réduction des risques, aujourd'hui beaucoup moins, on a beaucoup plus affaire à des consommateurs de prestations. Je les trouve toujours, plus je travaille là-dedans, plus je trouve qu'ils sont très représentatifs de la société dans laquelle on est, il y a beaucoup plus d'individualisme aussi, c'est un peu plus chacun pour soi, et c'était ressorti aussi de l'évaluation d'unissanté de consommation par opportunité.

Ils ne vont pas forcément aller dans un espace parce que c'est un lieu dans lequel ils sont bien, mais parce qu'il y a un copain qui y a été, qui leur a dit qu'ils allaient partager leurs boulettes, et puis ils vont consommer là, mais si le copain va dans une cage d'escalier, ils vont aller finalement consommer là-bas. Donc on est plus sur ce genre de dynamique-là aujourd'hui, et puis ce qu'on observe, c'est qu'il y a vraiment une diversification des profils, on accueille vraiment de moins en moins de personnes, c'est pas qu'on accueille de moins en moins, c'est que dans la proportion des gens qu'on accueille, il y a de moins en moins de personnes qui finalement sont très désinsérées, en grande précarité, avec des problèmes somatiques, psychiques et sociaux cumulés. On a vraiment une diversification.

En termes d'âge par contre, on voit qu'on touche moins les jeunes, on touche moins les femmes aussi, les moins de 20 ans c'est extrêmement rare, donc on voit plutôt que les gens arrivent un peu plus tard, on a plutôt un profil en termes d'âge qui va avoir tendance à vieillir, avec une moyenne plutôt autour des 40 ans que des 20, et puis à peu près toujours entre 12 et 22% de femmes, donc c'est majoritairement des hommes qui utilisent ces types de structures, et puis ça c'est des chiffres qui sont très similaires un peu partout. Et au niveau du personnel, vous avez dit qu'il y avait 8 personnes. Au passage, oui.

Au passage. Ici, il y a un agent d'accueil. C'est quoi les rôles de chacun ? Si on prend le passage par exemple, on a des postes qui sont définis, donc il y a une personne qui va gérer l'accueil, l'accueil ça comprend aussi de dire bonjour aux gens quand ils arrivent, on prend peu d'informations mais on a quand même une base où on va noter le nombre de contacts par exemple par jour, c'est le lieu d'inscription aussi pour l'espace de consommation, donc ça c'est un poste à part entière l'accueil, ça peut aussi répondre au téléphone, c'est aussi donner le téléphone aux usagers quand ils ont des téléphones administratifs à faire, etc.

Donc il y a un ensemble de tâches rattachées à ce poste, il y a deux personnes qui s'occupent vraiment de la salle de consommation, une personne qui va gérer les soins, et puis il y a un poste, ici on a un système de tickets, mais au Vallon on a plutôt une personne qui va accompagner les gens dans l'espace de consommation, on a une personne qui s'occupe des petits jobs, donc vraiment presque toute la journée elle va s'occuper de gérer les petits jobs, puis on a une personne plutôt dédiée à tout ce qui est hygiène, donc elle va s'occuper de gérer les douches, le vestiaire, les machines à laver, proposer des chaussettes, etc. Et puis toutes ces personnes s'occupent de l'espace collectif parce que le but c'est aussi d'avoir du temps individuel pour pouvoir échanger, discuter avec les personnes. Et puis ici les postes, c'est plus simple, on a deux personnes, peut-être qu'on peut aussi, si ça vous va, on se lève et puis je vous montre un peu mieux, c'est plus facile de se représenter.

On commence peut-être juste par l'espace d'accueil, parce que les usagers doivent rentrer par ici, donc on a un espace extérieur qui est délimité, qui va être aménagé encore, mais là on a des barrières. Et ça va être aménagé après ? Alors ça devrait être aménagé un peu plus en fixe, on est encore en discussion, mais le but c'est aussi de pouvoir rabattre les éléments pour que la nuit ça ne devienne pas un lieu où les gens dorment et consomment pendant la nuit. Donc il y a tout un aménagement qui est en train d'être discuté au niveau municipalité.

Donc les personnes entrent par là, on a un agent d'accueil qui est à l'entrée, un agent plutôt de sécurité qui est engagé par la ville. Et puis on a une personne qui est au desk d'accueil, qui va faire l'inscription, quel mode de consommation, quel produit, inscrire la personne, donner un ticket. On a l'écran sur lequel il y a les numéros qui s'affichent, avec les temps de passage pour gérer les temps d'attente.

Puis ici on a un desk où il y a aussi quelqu'un où on fait l'échange de matériel. Que ce soit pour les gens qui vont en salle, s'ils ont du matériel, des seringues par exemple, des kits de base usagés sur eux, qu'ils les déposent là. Ou bien ceux qui viennent juste pour échanger du matériel.

Puis on a une personne qui va gérer l'espace. C'est vraiment l'espace chill-out. On l'avait plus fermé au départ.

Les usagers aiment bien quand c'est assez ouvert, nous aussi. Ça permet vraiment d'être plus attentif à ce qui se passe là-dedans. Et puis là il y a un intervenant, ça peut être soit pour des personnes qui ont un peu trop consommé, qu'il faut encadrer.

Donc là on ne parle pas d'OD, mais de personnes qui piquent un peu du nez, ou qui sont un peu parano avec les consommations de coke. Puis qui peuvent vraiment venir se reposer. Les

équipes de rue peuvent aussi amener les personnes qui travaillent sur l'extérieur, que ce soit l'équipe de la ville ou celle d'ABS, amener les gens ici.

Après c'est géré aussi par les toilettes. Ça paraît anodin, mais juste qu'il n'y ait pas de conso qui se fasse dans les toilettes. Tout le monde se dit qu'il y a quelqu'un qui part aux toilettes.

Puis on se dit 20 minutes après, oups, mais qu'est-ce qu'il fait ? Et puis je sais qu'à Genève, justement, dans l'espace d'accueil, ils le transforment la nuit en lit, en sleeping pour les consommateurs de crack. Ici c'est quelque chose qui se fait plutôt au vallon, quelque chose qui ne se fait pas du tout ? Non, il n'y a pas du tout actuellement de structure de nuit pour les consommateurs, consommatrices. C'est en discussion.

Le besoin est clairement identifié par tous les acteurs. Il y a un besoin de nuit, il y a un accès difficile aux structures d'hébergement d'urgence, ne serait-ce que le fait qu'ils doivent passer par un bureau. Quand on parlait de seuil d'accès, il y a des contraintes.

Ils doivent s'inscrire à un bureau des réservations. Ils n'ont pas le droit de consommer sur place. Ils ont certaines structures où ils ne peuvent pas vraiment ressortir pendant la nuit s'ils doivent consommer.

Donc il y a un certain nombre de freins. Et puis il y a clairement identifié ce besoin d'avoir un lieu adapté. Alors, est-ce que ça doit se faire ici, un peu sur le modèle de Genève ? Est-ce que ça doit se faire dans une structure d'hébergement d'urgence dédiée, mais avec une possibilité de consommer ? Ce sont des questions ouvertes, même si le modèle de Genève fonctionne de manière plutôt positive.

À Lausanne, on avait une structure qui s'appelait le Repi, qui était gérée par la Fondation Mère Sophia, qui était plus pensée comme un accueil de nuit qu'un lieu pour dormir. Qui a connu aussi des enjeux liés au multi-public, et puis à l'augmentation de la demande, et le fait qu'au bout d'un moment, les structures ne sont plus adaptées pour accueillir autant de monde. Mais qui était un modèle qui répondait vraiment bien au public qu'on accueille.

Ils pouvaient débarquer à n'importe quel moment pendant la nuit, et trouver au moins un endroit pour s'asseoir, boire un café, voire se reposer un moment. Oui, oui. Et puis, est-ce qu'ici au Vallon, au niveau du personnel, ou justement de l'infrastructure, des lieux, est-ce que ça répond aux besoins ? Est-ce que c'est de loin insuffisant ? Est-ce qu'il y a des besoins en plus qui seraient nécessaires ? Si oui, pourquoi ? Je pense que les locaux, on les a beaucoup pensés à partir de l'expérience du Vallon.

Le Vallon, on l'a vraiment construit aussi à partir de ce qui existait. On a travaillé beaucoup avec K9 à l'époque. Mais on a été regarder aussi ce qui se faisait en France, et à Paris notamment, à Gaïa.

Je dirais que ça répond actuellement, ici en tout cas, ça répond bien. On a une moyenne à peu près entre 200 et 220 consommations par jour. On a des locaux qui sont adaptés pour ça.

Il y a un effectif qui est adapté pour ça. On avait prévu un effectif un peu réduit en matinée. C'était une volonté de la ville qu'on ouvre en matinée.

Les besoins sont un peu moindres. On avait évalué qu'il y aurait besoin d'un peu moins d'encadrement, qu'on pourrait faire plus sous une forme de dépannage. Mais très concrètement, les besoins sont à peu près similaires en matinée.

Donc on a rajouté des personnes dans l'équipe le matin pour gérer la structure. Après, c'est toujours la même question. Si on veut faire du... On peut faire du gardiennage, déjà d'avoir un lieu propre avec du matériel propre, quelqu'un qui peut intervenir en cas d'urgence.

Il y a des espaces qui sont montés sur ce modèle-là. Finalement, les usagers consomment de manière assez autonome. Nous, on souhaite quand même pouvoir encadrer en partie les consommations, notamment pour les personnes qui ont de la... surtout les personnes injectrices, plus que les inhalations.

Mais de pouvoir aussi travailler sur l'hygiène de consommation. Donc là, on peut vraiment bien le faire au vallon. Ici, on est beaucoup dans l'urgence.

Il y a des moments dans la journée où on peut le faire, d'autres moments où c'est compliqué d'accompagner individuellement. Donc là, en termes d'effectifs, si on est un de plus, on peut aussi accompagner différemment. Donc on est toujours un peu... Je dirais ici, on est un peu à flux tendu.

Il ne faudrait pas qu'il y ait une augmentation trop importante. Puis la question qu'on peut toujours se poser, c'est qu'il y a une régulation auprès des gens. S'il y a trop de temps d'attente, ils ne vont pas y venir.

S'ils viennent 3 jours de suite et qu'il y a de l'attente, en fait, ils ne vont plus y venir. Et du coup, ça va se réguler, puis ça va se stabiliser à un certain nombre de consommations. En général, après 6 mois, on voit que c'est à peu près ce qu'on observe aujourd'hui.

Ça a augmenté très vite, ça a continué d'augmenter. Puis aujourd'hui, ça a tendance à se stabiliser à une moyenne d'environ 200, 220 consommations par jour. Mais est-ce que c'est parce que la demande est stable et puis que finalement, on accueille... Maintenant, tout le monde est informé, on accueille... Ou est-ce que c'est parce qu'il y a une partie des gens qui, finalement, continuent de consommer ailleurs parce qu'il y a des temps d'attente ? Mon hypothèse, c'est qu'on pourrait avoir une structure plus grande, on aurait plus de monde.

Oui, oui, oui. Mais ça aussi, parce qu'on est dans un contexte, on en parlait au tout début, mais d'augmentation des problématiques de consommation. Oui.

La cocaïne, ce n'est pas nouveau non plus. On l'a vu augmenter depuis 2014. On a vu aussi un nouveau public apparaître avec les inhalateurs de crack, qui n'était pas nouveau en soi, mais qui commençait à augmenter.

Ça s'est beaucoup démocratisé. Il y a eu la période Covid. Et puis depuis deux ans, vraiment, il y a eu une augmentation chez nous, enfin à Lausanne, mais partout.

Dans toutes les villes européennes. Oui. Et il y a eu une réelle démocratisation de la consommation de crack.

Et ce qui est intéressant, enfin ce qui est questionnant, c'est que c'est vraiment des structures qu'on accueille finalement la plupart des gens. C'est quand même des gens un peu désinsérés ou qui ont perdu le contrôle de leur consommation. Mais que ça représente la toute petite pointe de l'iceberg des gens qui consomment de la cocaïne à Lausanne.

C'est pour ça que tous les enjeux autour du deal de rue, ça concerne assez peu finalement les gens qui fréquentent nos structures. D'ailleurs, les dealers le disent eux-mêmes. Mais en fait, des fois, vos usagers nous font plus chier qu'autre chose parce qu'ils nous courent après, ils n'ont pas les sous.

Et que s'il y a autant de deals en ville de Lausanne ou à Chaudron ou Tunnel, c'est aussi parce qu'il y a d'autres...

Plus intégrés, plus qui consomment le cocaïne. Donc nous, on voit plutôt les gens arriver après qu'ils aient perdu le contrôle, ou quand ils perdent le contrôle pendant un temps de leur consommation, et qu'il y a des problèmes cumulés sociaux, sanitaires. Oui, ok.

Donc c'est un contexte qui est... Mais celle-là, on parle de la demande, mais ce qu'on constate surtout au niveau européen depuis plusieurs années, c'est qu'il y a une forte augmentation de l'offre. Une explosion de l'offre, oui. Puis que cette explosion, ça passe par des produits qui sont de plus en plus accessibles, prix de plus en plus bas pour des produits d'excellente qualité.

Oui. On fait du drug checking ici. On fait du drug checking aussi, oui.

On a des cocaïnes à 95%. Enfin, c'est... Oui. Pour des prix qui sont... Puis achetés en rue, et pour des prix qui sont... Et puis ça, c'est vraiment constaté partout.

C'est qu'il y a un marché vraiment qui a... Il y a des routes de la cocaïne qui ont changé. Il y a une explosion de l'offre. Et sur Genève, c'est beaucoup l'offre qui a créé aussi ce changement de comportement.

Après... Voilà. Une offre particulièrement importante qui change, qui est accessible, qui n'est pas chère et de bonne qualité. Puis une demande qui augmente parce qu'on est dans une société où les gens ne vont pas fondamentalement bien.

Oui. Puis que ça répond à quelque chose. Moi, j'ai l'impression que c'est... Enfin, les problèmes, les enjeux de consommation, ils sont souvent... Enfin, c'est souvent le résultat de problématiques plus larges.

Oui. Oui, c'est un peu la conséquence de... C'est la conséquence. ...des problématiques.

Alors, c'est souvent traité au niveau politique comme un problème en soi. Finalement, l'augmentation... Enfin, la baisse du pouvoir d'achat, l'augmentation de la précarité, elle est réelle. Quand les gens ont moins de moyens, il y a plus d'angoisse, plus de stress.

Il y a eu le Covid, qui n'est pas anodin. Oui, c'est un nouveau catalysé. On est dans un contexte tendu au niveau géopolitique.

Les guerres, avec des infos qui peuvent être angoissantes, puis les produits, ça répond à ces angoisses, à ces stressseurs. Et puis... Oui, oui, oui. Voilà, c'est un peu le... On observe les effets de quelque chose qui dysfonctionne à un autre niveau.

Et puis avec plutôt beaucoup d'inquiétude sur la suite, parce qu'on voit plutôt que ça augmente et finalement, peu de choses qui changent au niveau systémique. Et donc, plutôt des gens qui perdent tout d'un coup le contrôle, leur conso, leur situation sociale, puis qui partent totalement en vrille. Oui, oui, oui.

OK. Et du coup, un peu plus sur la sécurité... On peut aller se rasseoir. Ah oui, oui, c'est ça.

Si ça ne faut pas. Ça va, ça va. Je vais éteindre le... C'est plutôt l'espace qu'on sort.

Du coup, au niveau de la sécurité, de la sûreté, est-ce qu'il y a des mesures de sécurité spécifiques qui sont mises en place ? Et comment ça influe un peu la manière dont vous travaillez ? Alors, on a un agent d'accueil et de sécurité qui est co-responsable avec l'équipe. La sécurité, elle est vraiment partagée entre l'ensemble des acteurs, avec une procédure d'intervention en cas de situation de tension, de violence. Donc, on va toujours faire un travail plutôt de désamorçage des situations de violence.

Souvent, il y a des enjeux de produits d'argent, de logements, enfin, entre eux, qui peuvent s'exprimer ici. Après, il y a tous les effets des produits. Les produits stimulants, ça a plutôt tendance à mettre les gens, à tendre les gens et à créer plus de tensions.

Donc, notamment des gens qui ne vont pas dormir pendant trois jours, pas manger, pas s'hydrater pendant trois jours ou quatre. Du coup, avec la cocaïne, il y a aussi une augmentation des tensions en rue et dans les structures. Donc, on a un protocole assez simple de graduation des situations de violence.

Et puis, les agents d'accueil et de sécurité vont plutôt intervenir en première ligne dans certaines situations, notamment s'il y a de la violence physique, s'il y a des armes ou comme ça. Et puis, les intervenants socio-sanitaires interviendront pour gérer l'ensemble des autres situations. Donc ça, on a un protocole qui est clair.

Puis après, on a un protocole de collaboration avec la police pour définir aussi comment ils interviennent dans ces structures. Puis ça, on est plus sur un travail de dentelle. On sait que si on met deux policiers en uniforme devant la structure, il y a une partie des gens qui ne viendront pas, y compris si c'est une police de proximité comme à Lausanne.

Par contre, il y a des fois où ils ont besoin, eux, d'intervenir dans notre structure. Ce n'est pas une zone de non-droit. Donc, si ils poursuivent quelqu'un qui a cassé un kiosque en ville ou agressé un petit monsieur au Bancomat, ils peuvent l'interpeller ici.

Puis nous, il y a des fois où on a besoin de la police, mais notamment quand il y a une arme, quand il y a des violences, quand ces violences se déplacent sur l'extérieur. Puis on fait appel à la police si vraiment il y a des choses à gérer de ce type-là. La plupart du temps, quand on fait appel à eux, je dirais que les violences, c'est trois ou quatre fois par année, en tout cas au Vallon.

Ici, c'est un peu plus régulier, mais on est plus aussi dans cette urgence de la consommation. Je dirais que ce n'est pas beaucoup plus qu'une quinzaine de fois par année qu'on doit faire appel à la police pour une urgence de ce type-là. La plupart du temps, c'est aussi pour que les gens sortent.

Parce qu'on a des sanctions, des sanctions courtes, en général les sanctions de 24 heures. On essaye de ne pas reproduire certains schémas d'exclusion, de dire que ça fait trois fois que tu nous manques de respect, par six mois. De toute façon, il va se retrouver où ? Juste devant.

Donc c'est des sanctions courtes, puis avec un entretien de retour, on va essayer de comprendre ce qui s'est passé, comment on peut faire autrement la prochaine fois. Et puis nos règles, c'est des règles de vie en communauté assez simples. Justement autour de la violence, autour des armes, autour de la manière de se parler, etc.

Donc voilà, c'est assez carré au niveau... Et puis le protocole fonctionne bien, donc on peut faire appel à la police. Le protocole, il définit comment est-ce qu'ils interviennent dans la structure. Parce qu'effectivement, s'ils arrivent par la porte d'entrée à quatre avec un uniforme, ça a toutes les chances que ça ne se passe pas bien.

Donc on a un protocole qui définit tout ça. Il n'y a qu'une collaboration régulière avec la police. Pour gérer la structure, mais aussi les environs de la structure.

Là, il y a un agent d'accueil et de sécurité que vous avez croisé, qui est aussi engagé, qui circule, y compris pendant les heures de fermeture dans le périmètre. OK. Et puis au milieu du thème global d'utilisation et flux, tu sais qu'à Genève, les flux, c'était une question relativement importante, surtout dans la construction de l'extension du bâtiment.

Déjà, à quelle fréquence cet établissement fonctionne-t-il à pleine capacité ? Est-ce que c'est tous les jours plein ? Ou est-ce qu'il y aura encore de la place pour plus de consommateurs ? Actuellement, on a des tranches horaires qui sont pleines, notamment à l'ouverture à 15h et puis entre 18h et 21h30. Et 21h, c'est plein où il y a de l'attente. Je dirais que depuis l'après-midi, c'est quasiment plein.

Le matin, moins. Mais on a ces périodes de pics, elles sont dures, parce que chaque jour n'a pas les mêmes pics. Ça dépend des journées.

En général, on voit un pic depuis la fermeture du vallon, à 17h30, donc entre 18h et 20h30, en tout cas, c'est quasiment chaque jour, avec des temps d'attente et une structure qui est remplie. Après, avec l'hiver aussi, ça change la dynamique. On commence à l'observer.

On sait qu'au vallon, il y a vraiment un changement dans l'utilisation du lieu saisonnier, qui a été observé depuis longtemps. On sait qu'en été, il y a plus de gens sur la place. Par exemple, le Distribus était beaucoup plus utilisé en été qu'en hiver.

Puis le vallon, l'inverse. On a plutôt moins de monde en été. Par contre, en hiver, on arrive toujours aux limites de ce qu'on peut accueillir comme personne.

Donc ici, on va regarder un peu, mais ça a l'air d'être assez stable, entre hiver et été. Par contre, je pense qu'il y a un enjeu différent qui est de se mettre au chaud. Avec des gens qui veulent rester plus de temps dans le lieu.

Ici, on conçoit un peu comme à Quai 9, plus comme un lieu de passage. À Quai 9, ils n'ont pas un vrai lieu de vie non plus. C'est relativement petit.

Les gens peuvent rester un moment, mais ils ne peuvent pas accueillir tout le monde à l'intérieur. C'est plus des lieux de passage où les gens consomment, restent un petit moment et s'en vont. Quand il fait froid, les gens ont envie de rester le petit moment le plus long possible.

On se retrouve avec ces limites-là. On a cette limite à à peu près une quinzaine de personnes dans l'espace de repos, 15 dans l'espace d'accueil et on a 17 places de consommation. Au-delà de ça, les gens doivent rester dehors, attendre.

Est-ce que l'aménagement de l'espace ici est réfléchi en été ou plus au Vallon ? De manière à ce qu'on puisse avoir un espace entre deux où les gens peuvent venir discuter. Je sais qu'à Genève, l'espace qui est devant, le can-off, était blindé de monde. Il parlait de l'importance de ces espaces un peu entre deux où ce n'est pas directement géré par la structure, mais c'est un espace qui prend de l'importance aussi pour les consommateurs devant.

Ça, je pense beaucoup du contexte. C'est vrai qu'à Genève, on en a discuté avec Thomas et avec l'ancien directeur aussi. Il y a vraiment cet enjeu.

Ils sont au milieu d'un carrefour, c'est la zone de deal, mais ils ont peu de voisinage direct. Nous, que ce soit ici ou au Vallon, on a des fenêtres de voisins, de locatifs ou de bureaux qui donnent directement sur le lieu. Il y a un enjeu un peu différent.

Ce qui était important pour nous dans l'aménagement extérieur, c'était vraiment d'avoir un lieu parce qu'on est vraiment venu s'implanter à l'endroit où, en 2023, avant qu'on mette en place les problématiques d'espace public, cette zone sous le tunnel, et juste derrière, on pouvait avoir 10-15 personnes qui consomment à cet endroit-là. Donc quelque part, on est venu s'installer sur leur espace de consommation. Et puis du coup, il y a un enjeu pour gérer le dessous du tunnel, le voisinage direct.

C'est pour ça qu'on a voulu définir aussi un espace où les gens peuvent rester. Donc on a une petite terrasse où on peut mettre à peu près une quinzaine de personnes, avec des tables, où finalement, les gens, s'ils veulent rester dans les environs, ils doivent rester dans cet espace-là. Après, cet espace-là, il est actuellement un peu débordé, pour être clair.

Donc forcément, on peut avoir des groupes qui viennent s'installer à différents endroits sous le tunnel. Mais il y a aussi les travaux. Donc il y a une dynamique qui a pas mal changé avec les travaux.

Souvent, avant les travaux, sur le début du projet, les gens partaient et puis allaient plutôt vers le string, l'espace, je ne sais pas si vous voyez, ce qu'on appelle communément le string, parce qu'au départ, c'est le petit couvercle qu'ils ont en face des toilettes de la rivière. Au départ, la toile était en forme de string. Tout le monde l'appelle comme ça, jusqu'aux municipaux.

Ça ressemble plus aujourd'hui à un slip kangourou. Mais du coup, les gens se déplaçaient. Là, avec les travaux, c'est devenu insupportable, avec le bruit pour les gens qui sont sous le string.

Du coup, on a plus de monde aussi qui vient passer sous le tunnel avec des enjeux de gestion. Mais on est dans des réflexions pour un peu privatiser l'ensemble du tunnel, tout le passage sous voie ici. Et puis de pouvoir aménager ça comme il faut.

Pour le moment, il n'y a pas de décision municipale, mais c'est une discussion. Mais c'est un enjeu d'avoir des espaces délimités à l'extérieur et éviter qu'il y ait de la consommation autour, parce que ça, pour le voisinage, ce n'est pas supportable. Et puis après, c'est souvent mal compris.

C'est de dire qu'il y a un espace où ils peuvent consommer, mais ils sont devant en train de consommer. C'est visible. Notre objectif, ce n'est pas d'invisibiliser non plus les personnes.

C'est surtout aussi que ce n'est pas très digne d'être assis là sur les marches d'escalier juste en face, prendre son eau dans la flaque qui est devant. Pour nous, il y a aussi cet enjeu-là. Mais on sait que quand il y a des temps d'attente, soit ils consomment devant, soit ils vont aller à proximité.

Sinon, on va devoir les chasser, puis les invisibiliser, en disant va plus loin. Plus c'est caché, plus c'est dangereux. Après, surtout, ça se répartit un peu partout en ville.

Il y a aussi ces enjeux-là. Oui. Et puis, j'ai vu ici ce qu'il y a dans la conception un peu.

J'ai vu ici, par exemple, les zones où il n'y a pas vraiment de salles. C'est plus des espaces un peu séparés par mur, mais la salle de consommation n'est pas fermée, ou l'accueil non plus. Est-ce qu'il y a une volonté d'avoir un espace justement très ouvert ? Oui.

Pourquoi un peu, justement ? Pour permettre aux gens justement de circuler. On a un sens de circulation qu'ils apprennent. Au départ, c'était un peu compliqué parce que tout le monde va partout.

Là, il y a quand même des habitudes aussi qui se prennent. Après, le passage pour nous qui était important dans le flux, c'est vraiment la porte d'entrée. C'est la porte qui va vraiment réguler qui rentre.

Les indications partent de l'intérieur de la salle. Même s'il n'y a pas 17 personnes dans la salle, mais qu'ils doivent tout d'un coup faire un accompagnement à l'hygiène de consommation, qu'il y a de la tension dans la salle, ils peuvent avertir. C'est plutôt à la porte d'entrée qu'on va dire aux gens qu'il faut attendre un moment avant d'entrer.

Une fois qu'ils sont entrés, ils prennent un ticket. Puis là, il peut y avoir un temps d'attente. Ce passage après, une fois que c'est leur numéro, ils rentrent soit seuls pour les injecteurs ou les salles individuelles, soit en groupe de cinq pour l'inhalation.

Le but d'avoir ce passage, c'est éviter d'avoir trop de personnes au même endroit et que ça crée des tensions. Ce qu'on a remarqué, c'est que ce qui peut créer des tensions, c'est quand les gens s'arrêtent à un endroit. Ils peuvent avoir des sacs, des chiens, plein de choses.

On essaie qu'il y ait une zone où ils peuvent circuler pour aller chercher un ticket. Il faut rentrer les gens maximum deux par deux. C'est vraiment la porte d'entrée qui va donner le rythme aussi pour l'échange de matériel.

Puis après, il y a ce petit espace avec la table au centre de l'espace d'accueil. Ils vont pouvoir s'installer. Puis là, ils peuvent un peu circuler.

Ils peuvent aller aux toilettes. Le but, ce n'était pas d'avoir des chaises numérotées, on y a pensé, mais des chaises numérotées où les gens viennent s'asseoir. En fait, ça reste quand même un lieu où les gens peuvent vivre et bouger un peu.

De toute façon, comme dans toute salle d'attente, il y a toujours des spécialistes. On leur dit, vous pouvez vous asseoir là, puis ils vont choisir la chaise d'à côté. Ça crée finalement des fois de trop cadrer les flux.

Ça crée plus de tensions. On a essayé de bien cadrer l'entrée en salle de consommation parce que là, l'enjeu est important. S'il y a quelqu'un qui est en train d'injecter de la cocaïne, qui est un peu parano, qui est un gars qui rentre à côté de lui en bousculant et en causant, ça peut être problématique.

Et puis, toujours pour peut-être plus l'espace Ovalon, est-ce qu'il y a des caractéristiques architecturales, comme lumière, espace ouvert, intimité, matériaux, qui, selon vous, aident le plus aux utilisateurs ou apprécient particulièrement ? Nous, on a pas mal fait attention aux luminaires, d'avoir plutôt des lumières chaudes que des lumières trop froides. En salle de consommation, c'est évident parce que ça permet de mieux voir les veines. Plus les lumières sont froides, moins les veines sont faciles à voir.

Il faut qu'il y ait un bon éclairage. Ça, c'est important. Après, on a un éclairage qui peut se tamiser dans l'espace de repos.

Là aussi, en fonction de qui on a, on peut plus ou moins baisser l'intensité de la lumière. On aura plutôt une lumière plus basse que dans l'espace de consommation. J'imagine que vous avez trouvé cet espace-là, et vous l'avez un peu aménagé comme vous le pouviez à l'intérieur.

Oui, c'était deux espaces. Au départ, l'espace de consommation devait juste être de cette taille-là, avec le local ici plus arrêté à la porte de l'espace de consommation. Ça aurait permis d'avoir un flux, des gens qui rentrent, qui consomment, qui ressortent par l'espace de consommation.

Là, avec l'espace de repos et l'espace d'accueil, on n'aurait jamais pu accueillir autant de monde avec juste cet espace-là. On a pu avoir le local d'archéologie et imaginer un fonctionnement un peu différent. On a dû faire avec les locaux à disposition.

Est-ce qu'il y a des défis récurrents liés aux bâtiments ou à ces dispositions ? L'entretien, l'accessibilité, le manque d'espace ? L'accessibilité, il y a toujours cet enjeu de l'accès, des normes SIA 500, des accès handicap, parce qu'il y a quand même des gens qui ont de la peine à se mouvoir. Ici, on a la rampe d'accès. Il y a des possibilités, mais ça reste toujours un enjeu, de pouvoir faciliter l'accès pour les personnes avec des béquilles.

Il y a toute la question du matériel qu'ils transportent avec eux. Je crois que c'est quelque chose qui est difficilement réglable, mais un peu partout, il y a le même enjeu de bagagerie. Les gens qui vont venir avec plein de sacs, qui dorment dehors, qui ont des montagnes de trucs, qu'on ne sait pas où mettre.

Relié aussi à la taille des espaces, mais aussi à la gestion des casiers. C'est toujours très compliqué de gérer des casiers, parce qu'ils vont laisser leur sac, ils vont repartir sans. En disant, je vais juste acheter de quoi reconsommer, je reviens chercher.

Finalement, ils laissent ça là. Possiblement, il y a des choses vivantes dans ces sacs. Des petites souris.

Il y a probablement des produits, il y a probablement leurs pièces d'identité. Il y a un ensemble d'enjeux autour de ces bagageries. Ça fait partie de ce qu'on fait, de leurs affaires et des enjeux.

Après, on a beaucoup réfléchi à l'aménagement de l'espace de consommation, donc les salles collectives, individuelles. Ça a été beaucoup réfléchi avec les usagers. Il y a eu des sessions avec les architectes.

Puis, avec les architectes, on a travaillé avec le bureau Ferrari. C'est là-dessus. On a beaucoup discuté, regardé ce qu'on pouvait faire.

Dans les matériaux, sur le sens d'ouverture des portes, des choses comme ça. C'est quoi, des informations ? C'est plus simple si on regarde un peu. On a eu beaucoup de discussions.

Les toilettes, il y avait cet enjeu, on a un accès handicap aux toilettes, il y a cet enjeu de la porte aussi, donc on a les portes qui sont légèrement coupées sur le bas aussi pour voir si les personnes sont debout ou pas. Ah, ok, ouais. Et puis éventuellement, on va pouvoir accéder à la personne depuis sous la porte.

Ok, ouais. Voilà, c'est pas mal de petites choses comme ça. Ouais, ok.

Et du coup, pour les espaces extérieurs, pour le vallon, peut-être ce que vous pourriez faire ici, est-ce que... Quoi ? Qu'est-ce que vous imagineriez être le mieux comme espace ou comme conception d'espace pour les consommateurs ? Est-ce qu'il y a quelque chose ? Parce qu'à Genève, ils me parlaient pas mal de ces espaces extérieurs, l'importance un peu de ces espaces avant l'entrée. Je pense que ça, c'est vraiment un enjeu qu'il y a beaucoup sur Genève. Au vallon, on a tout un espace de terrasse, mais qui fait déjà partie de la structure.

Je sais qu'on en avait beaucoup discuté avec l'équipe du Quai 9, justement, parce qu'à l'époque, ils n'avaient même pas aménagé cet espace devant la structure. Du coup, les gens étaient vraiment sur le trottoir. On dit toujours que c'est des espaces qui sont sécurisés par rapport aux conditions de l'extérieur.

Ces espaces de terrasse qui sont aménagés sur l'extérieur permettent ce lien entre les deux. Ça fait comme un sas d'entrée. On le voit ici devant.

Rien que d'avoir défini un petit espace avec... Il y a quand même une porte, mais entre la porte, l'intérieur et la rue, il y a un espace qui permet. On le voit au vallon, il y a des fois des personnes qui ont... Alors, ils doivent venir s'annoncer à l'accueil, mais il y a des personnes qui, systématiquement, vont s'asseoir cinq minutes sur la terrasse extérieure avant d'aller s'annoncer à l'accueil. Ça fait vraiment un sas.

Après, ça sert juste d'espace pour les fumeurs, ceux qui fument des cigarettes. 95 % des gens qu'on accueille. Et puis, à ma connaissance, il n'y a personne qui accepte ça à l'intérieur.

C'est vrai qu'il y a une loi. Or, au vallon, on a bien attendu trois ans après la loi pour faire passer les espaces non fumeurs. Il y avait des enjeux autour des usagers, des équipes.

Alors, c'est très bien qu'on soit passé à quelque chose de non fumeur, mais il faut des espaces où les gens peuvent fumer leurs cigarettes. Donc, non, je trouve important d'avoir ces espaces intermédiaires entre la rue et le lieu. Mais qui doivent être quand même avec une présence.

Enfin, pas forcément un agent de sécurité, mais vraiment d'avoir une présence sociale, quelqu'un qui régule ces espaces-là. Je ne sais pas si vous avez cette information en soi. Très difficile à estimer.

Si vous n'avez pas de réponse, est-ce que vous avez une idée du rapport de personnes qui viennent dans ces structures pour se faire injecter par rapport aux personnes qui n'y vont pas du tout ? Par rapport au nombre d'injecteurs et les gens qui utilisent ce type de structure pour la consommation ? Oui. Il n'y a pas tellement de chiffres là-dessus. C'est déjà extrêmement compliqué d'évaluer le nombre de personnes qui consomment des produits dans la population en général.

C'est souvent très sous-évalué. C'est souvent des enquêtes avec un échantillonnage comme les enquêtes nationales santé. C'est probablement souvent sous-évalué.

Est-ce que aussi toutes ces personnes auraient besoin d'une structure comme celle-ci, selon vous ? Ça, probablement pas. C'est plutôt les retours des personnes consommatrices. Ils sont assez clairs.

C'est qu'en fonction de leur situation aussi, ils vont utiliser ou pas la structure. C'est des structures qui sont souvent utiles pour des gens qui sont dans des phases de consommation compulsives ou régulières ou qui ont des problématiques à gérer des éléments liés avec leur consommation. On peut avoir des personnes très stabilisées qui ont un logement, qui ont participé à gérer un projet de housing first avec le Levant.

Il y a des gens qui sont en appartement, qui ont retrouvé une activité occupationnelle voire même professionnelle, qui ont des objectifs de gestion de leur consommation, qui arrivent à bien gérer en termes de lieu, de nombre de prises, etc. Mais quand ils vont consommer de la cocaïne, ils vont démonter leur cuisine. On a accueilli 2-3 personnes avec ce profil-là qui vont mettre en place des routines pour utiliser les espaces de consommation.

Pas qu'ils ne puissent pas le faire tranquillement chez eux, mais parce que ça les rassure de pouvoir le faire. Soit parce que comme ça, ils ne démontent pas leur cuisine, soit ils stressent et ils paranoient moins. S'ils peuvent discuter un moment s'il y a d'autres personnes.

On sait que ça représente en termes de réduction des risques toujours un risque de consommer seul. Donc un espace de consommation, ça réduit aussi ça. Ça réduit aussi ça, c'est clair.

Mais je pense que la grande majorité des personnes qui consomment des drogues de manière large n'ont pas besoin d'utiliser un espace de consommation. Après, je pense qu'il y a encore toute une marge de personnes qui ne s'identifient pas à ce type de structure, qui ne se définissent pas comme... Moi, j'ai toujours une petite anecdote en tête. Des jeunes que j'avais croisés dans une tournée de ramassage dans des toilettes publiques, qui étaient plus jeunes, qui avaient la vingtaine à peu près, qui fumaient du crack.

On discutait un peu de leur pratique de consommation. Je leur demandais s'ils connaissaient le vallon. Ça n'existait pas encore l'antenne.

Est-ce qu'ils connaissent le vallon, le CS ? Et la première réponse a été dire ou non, même ça, c'est pour les toxicos. Puis, en fait, après, en creusant un peu, c'est encore beaucoup marqué par l'image des scènes ouvertes, des injecteurs d'héroïne des années 90 et toutes ces images qu'on a vues circuler. Donc c'est vraiment qu'il faut être très précarisé pour utiliser ce genre de structure.

Alors qu'on a un milieu festif où des gens qui sont plus dans des consommations occasionnelles et qui vont même des fois consommer dans les cages d'escalier, des toilettes publiques, qui s'identifient pas. Est-ce qu'il y a une barrière un peu pour certaines personnes de venir dans ce genre de lieu, justement ? Ces représentations-là, de ne pas s'identifier, ça peut être une barrière, clairement. Ça peut faire peur aussi.

Je pense que les plus jeunes s'y retrouvent pas non plus. C'est pour ça, d'ailleurs, qu'on a peu de jeunes. C'est pas accessible aux mineurs.

Ça, c'est un point de discussion. C'est pas que le lieu, en tant que tel, devrait être accessible aux personnes mineures. Dès que ça touche mineurs, c'est toujours plus compliqué.

Ce serait pas forcément l'idéal. Par contre, la prestation en elle-même pourrait répondre à des réels besoins. La majorité des gens qu'on accueille ont commencé à consommer en 12 et 16 ans, y compris par injection, pour certains, dans les parcours.

Ils ont, en général, eu recours à des prestations de réduction des risques bien plus tard, avec une hépatite, avec des problèmes de santé, des problèmes sociaux qui auraient pu être anticipés. Ce qui veut pas encore dire qu'un lieu comme ça, comme il est organisé, ce soit une bonne idée d'aller mettre des gamins de 14 ans dedans. Mais la prestation de consommation, d'ateliers à l'hygiène de consommation, elle serait utile.

Oui. Et au niveau de la relation avec la communauté environnante, comment est-ce que cette structure interagit avec la communauté locale ? Est-ce qu'il y a eu des efforts pour l'intégrer ou pour plutôt rester discret ? Parce qu'à Genève, le canof, c'est un énorme bloc vert au milieu du truc. Est-ce que ça a été un peu réfléchi ? Et comment vous vous interagissez avec les présidents locaux ? Au Vallon, ça fait 25 ans qu'il y a des liens avec le voisinage.

On a des contacts avec l'association de quartier. On a souvent participé au festival au Vallon, à créer des activités aussi dans le quartier pour changer un peu. On avait animé un stand, par exemple, de légumes dans le cadre du petit marché du Vallon.

Ce qui fait que c'est différent de la personne qui finalement dort devant votre porte et est considérée comme un problème. Tout d'un coup, de changer un peu ce regard avec une personne qui vend une salade et qui discute, ça permet de changer un peu le regard du quartier sur les personnes qu'on accueille. Ce qui est plutôt positif.

On a construit et géré des roues népalaises, par exemple, qui étaient utilisées dans différents quartiers pour des animations en partenariat avec la FASEL. On a participé beaucoup à travers les petits jobs à gérer le parc du tunnel. Donc il y a une idée de pouvoir donner une autre image des personnes qu'on accueille avant tout, qui pourraient être vous, qui pourraient être moi.

Ce ne sont pas des monstres cachés dans un coin d'escalier. C'est ça. Participer à construire un regard différent, une interaction différente.

Sinon, on a pas mal de liens avec l'association de quartier, les concierges. Chaque fois qu'il y a un problème, d'essayer de proposer des solutions concrètes. Il y a des seringues, on vient, on ramasse, on nettoie, on essaie d'identifier les usagers qui utilisent cet endroit, de discuter.

Des fois, de servir juste d'oreille au mécontentement du voisinage. Rappeler aussi qu'à des moments, il faut appeler la police. Il y a beaucoup de gens qui sont dans ce double.

De dire qu'en même temps, on est dérangé. Puis en même temps, les pauvres, si on appelle la police, ça va encore les mettre plus en difficulté. Il y a beaucoup de gens qui sont dans cette ambivalence-là, ou qui ne savent pas quoi faire.

J'y étais pas longtemps. Il y a deux personnes, j'imagine sans abri, qui étaient clairement sous psychotropes, qui étaient sur mon palier. Je ne pouvais pas accéder à l'escalier.

On est en plein hiver, c'est un peu difficile de se dire... Ils vont aller dehors. Si on ne sait pas ce qu'on va faire. Si la police nous met dehors, ou nous les amène dans un centre.

C'est un peu... C'est vraiment une position. Ici, quand on a mis en place, on a eu beaucoup de contacts avec les commerces, avec la Couronne d'Or, la Superette. Pour discuter de ça aussi, parce que les bistrots sont pas mal impactés.

Par des gens qui viennent chercher un verre d'eau, qui veulent aller aux toilettes, qui viennent mendier sur la terrasse. Ça crée des tensions. Il y a souvent cette volonté des serveurs, serveuses.

J'ai rencontré les équipes de la Couronne d'Or et de la Superette. C'était souvent le problème principal, c'est de dire qu'ils nous dérangent dans notre travail et qu'on n'ose pas appeler la police. Souvent, avec une vocation un peu sociale, ils donnent volontiers un verre d'eau, mais quand c'est 15 personnes qui viennent chercher un verre d'eau, c'est difficile à gérer.

On avait déjà des partenariats autour du Distribus, avec le parking de Villeneuve-Île, avec les intendants du Palais de Rumin. Effectivement, on essaie dans les tournées de ramassage, dans nos activités de rue, d'être en contact. Si d'un coup, il y a du matériel ou des constats qu'ils font, de pouvoir leur donner un coup de main de ramassage, de médiation, comme ça.

Sinon, on a des contacts plus privilégiés avec la Grenette, qui est la garderie, avec Michel Montel, la directrice, puis avec l'équipe. Là, l'idée, c'est aussi qu'à terme, quand il n'y aura plus de travaux, on avait commencé à le faire autour des petits jardins qui étaient installés. D'ailleurs, on avait deux qui, oui, pour la fondation ABS puis pour la Grenette, de pouvoir avoir des activités en commun.

Penser aux rues népalaises, à des petites animations, d'avoir quelque chose d'un peu plus vivant, mais qui intègre aussi. Parce qu'on sait que plus les personnes sont intégrées et participent à la vie d'un quartier, à quelque chose de plus communautaire, et plus elles vont respecter le quartier. Puis plus ce sera facile aussi quand il y a un usager de drogue qui est souvent à un endroit.

Dès qu'il y a un contact, un lien qui s'est fait à travers une activité jardinage, par exemple, de pouvoir lui dire « Non, mais là, tu ne peux pas pisser contre ma vitrine. » Puis ça permet de discuter s'il n'y a aucun lien, puis que tout le monde est un peu sur la défensive et ça ne peut créer que des situations de tension. Donc il y a plus une volonté de favoriser la cohabitation que de favoriser, on sait, de faire disparaître des publics précarisés.

Ça reste des citoyens mais qui doivent aussi respecter les autres habitants, les autres utilisateurs de l'espace public. C'est tout ce travail en douceur à faire. Certains comportements qui doivent... Voilà.

C'est aussi toutes ces choses qu'on discute avec la police dans la coordination, puisqu'on a des missions un peu différentes, mais ces objectifs sont communs, d'éviter qu'il y ait une scène ouverte qui se développe, éviter qu'il y ait des consos dans l'espace public, qu'il y ait des incivilités. C'est tout ce travail qu'on va faire, chacun avec notre rôle spatial, mais ce coordonner là-autour. On s'est un peu mis d'accord sur ces lignes rouges de dire qu'effectivement, une injection dans la cour d'une école, la Madeleine, ou devant la garderie, c'est inacceptable.

Que la personne soit malade, ou soit elle ait des problèmes psy, ça reste inacceptable. Comment on travaille avec nos deux casquettes et avec les limites de nos possibilités, parce que nous on n'a pas le droit d'aller prendre quelqu'un, de le prendre par le col, mais eux non plus. Il y a des enjeux qui sont complexes.

C'est quoi le rôle de la ville de Lausanne ? Parce que du coup, ABS, c'est une fondation privée, je sais que c'est pareil à Genève, mais à Berne ou à Zurich, je trouve que c'est une des institutions publiques. Alors à Zurich, oui, c'est public, et puis à Berne, c'est une institution privée qui est une fondation contact. Oui, contact.

Par contre, la ville va gérer les intervenants de rue et la police. Oui. Est-ce que elle finance... Alors la ville finance les prestations de la fondation.

On est quasiment entièrement financé par la ville et le canton, la santé publique du canton. Ok, ok. L'espace ici est entièrement financé par la ville de Lausanne, mais les autres prestations, il y a des répartitions entre ville et canton.

On participe aussi sur le financement des espaces de consommation. Après, on a un bout de fonds privé, mais notamment pour financer le travail de rue. Il y a un peu qu'en Suisse, où c'est rattaché à la ville, les activités de maraude et de travail de rue, ce qui n'est pas le cas à Genève, mais qui est le cas en Suisse allemande.

C'est vraiment un modèle qui s'est construit dans les années 90, qui est un modèle très sécuritaire, avec des équipes de rue qui ont plus une casquette sécuritaire que sociale. Ils ne s'aiment pas trop quand on dit ça, mais c'est quand même la réalité. C'est vrai qu'on n'a pas forcément cette vision-là.

Dans le cadre du projet pilote des différentes mesures, la ville de Lausanne a mis en place une équipe de rue, alors que la fondation ABES en avait déjà une en place. C'est plutôt socio-sanitaire. Ça cohabite plutôt bien, mais il y a des orientations un peu différentes.

Et puis, je pense, une dernière question. Avec tous ces espaces, est-ce qu'il y a des espaces ou du personnel ou quelque chose qui vous manque ou qui est insuffisant, ou si l'argent ou les lieux n'étaient pas un problème ? Qu'est-ce que vous changeriez ou adapteriez ? Je pense que de concevoir le dispositif en plusieurs étapes, il faut des... C'est de nouveau quelque chose à réfléchir avec autant la police que les structures du service de médecine des

addictions, les quatre piliers. Aujourd'hui, avec cette urgence de la consommation de cocaïne, ça a pas mal changé les dynamiques.

Ce qu'on observe, c'est qu'il faut des lieux de première ligne comme l'antenne, mais qui ne devraient pas être uniquement centrés sur la consommation. Donc, ce qui manquerait ici dans ce dispositif de première ligne, c'est la possibilité d'avoir un espace de vie. Un peu comme au vallon, avoir les deux... Voilà, un espace, mais peut-être même séparé.

Parce qu'on le voit aussi au vallon que ça correspond bien à certaines personnes, mais que pour d'autres, d'avoir tout qui est au même endroit, ça peut être un frein. J'ai l'impression que dans les retours, qu'on a des usagers, pour un espace de première ligne, d'avoir vraiment un lieu pour la consommation. Toute personne consommatrice peut venir, consommer, repartir.

Mais qui doit être très proche. Qui doit être en parallèle, ou en tout cas dans un rayon court. Mais de pouvoir dire aux personnes « Là, t'es fatigué, il faut que t'aïlles te reposer.

Là, il faut que t'aïlles prendre une douche. » Parce que là, on a ça dans le dispositif, mais on voit que même 500 mètres pour certaines personnes, c'est beaucoup. Il faudrait presque un pédibus ou un petit taxi qui peut monter.

Ils sont preneurs, mais pas à cette distance-là. Donc d'avoir quelque chose vraiment à proximité. Et puis de penser ça plutôt comme des petits espaces qui offrent cet ensemble de prestations que des énormes espaces qui accueillent 500 consommations dans la journée.

Peut-être plusieurs espaces « satellites ». Oui. Quitte à ce que ce soit un peu réparti sur les quartiers, ou à bien dimensionner l'espace en fonction du quartier et des besoins du quartier. Mais plutôt plusieurs petits espaces que de se dire qu'on va faire un gros truc à un endroit.

Parce que ça ancre les tensions qu'il peut y avoir avec le voisinage. À Laripon, ça fait 20 ans qu'il y a des personnes précarisées, qu'il y a des fêtards, qu'il y a de la conso, qu'il y a un ensemble de public qui se mélange et qu'il y a des insatisfactions à ce niveau-là. Il y avait quand même cet espoir dans ce qu'on a pu entendre chez les gens qui ont fait opposition, les habitants, que si l'ECS ne se fait pas là, les gens peut-être iraient dans un autre quartier.

Genre si on fait ça au tunnel, les gens vont bouger sur le tunnel. Alors qu'on sait que ce n'est pas la réalité. Ça reste un espoir.

On a plutôt tendance à réduire les nuisances à proximité que de les augmenter. Jusqu'à preuve du contraire, malgré ce que dit le PLR, il n'y a pas d'appel d'air lié à l'ouverture d'un espace de consommation. Je sais que ça reste une crainte importante au niveau politique.

Et puis au niveau des commerçants aussi qui aimeraient bien des rétributions, des contributions liées à... Vous avez ouvert ça à côté de chez nous, on aimerait un peu quelque chose pour financer la sécurité, pour financer le... C'est plutôt en lien avec la ville. J'ai l'impression qu'on a un accueil dans le quartier qui est plutôt positif, mais on voit que ça n'améliore pas non plus entièrement. Ça n'améliore pas tout.

On essaie d'être toujours très clair. Il y a des fois des promesses politiques. C'est un élément de réponse, mais ce n'est pas d'ouvrir un ECS qui va faire que les gens disparaissent de la rue.

Non, c'est l'appréhension de la conséquence un peu de ce qui aurait à résoudre un point en amont. Donc c'est un problème complexe.